

## L'Argentine des Kirchner, dix ans après la crise

- Marie-France Prévôt-Schapira* L'Argentine des Kirchner,  
dix ans après la crise ?
- Pierre Salama* Croissance et inflation en Argentine  
sous les mandatures Kirchner
- Martín Armelino* Syndicats et politique sous les  
gouvernements kirchnéristes
- Ricardo Sidicaro* Gouvernement et oppositions  
en Argentine (2008-2011)
- Maristella Svampa* Du « Qu'ils s'en aillent tous ! »  
à l'exacerbation de la rhétorique  
nationale-populaire
- Gabriel Kessler* Clairs-obscur de la structure sociale.  
Tendances en contrepoint dans  
l'Argentine du XXI<sup>e</sup> siècle
- Varia**
- Nathalie Besse* Sergio Ramírez, acteur et mémorialiste  
de la révolution sandiniste

L'Argentine des Kirchner,  
dix ans après la crise

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE

## L'Argentine des Kirchner, dix ans après la crise

Marie-France Prévôt-Schapira

Pierre Salama

Martín Armelino

Ricardo Sidicaro

Maristella Svampa

Gabriel Kessler

**Varia**

Sergio Ramírez et la révolution sandiniste

Prix : 20 €



---

# CROISSANCE ET INFLATION EN ARGENTINE SOUS LES MANDATURES KIRCHNER

---

*Pierre SALAMA \**

L'Argentine a renoué avec une industrialisation soutenue et une croissance élevée depuis 2003. Le taux d'investissement a augmenté, mais insuffisamment : les pressions sur les capacités de production demeurent fortes. Les dépenses sociales et d'assistance ont crû sans que les grands équilibres macroéconomiques en aient été affectés, à l'exception des prix qui ont augmenté à une vitesse remarquable. La distribution des revenus est moins inégale. La pauvreté a fortement baissé. L'ampleur de la pauvreté ainsi que les inégalités entre les pauvres ont également diminué selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal). Le bilan économique et social est globalement bon mais présente toutefois des risques inflationnistes importants et des problèmes de gouvernance.

La reprise économique extrêmement vive s'explique d'abord par l'abandon de la politique du taux de change réel apprécié des années 1990. Suite à la très forte dévaluation du peso à la fin de 2001 et l'abandon consécutif du plan de convertibilité établissant une parité nominale entre le peso et le dollar, l'Argentine plonge dans une très forte crise, mais dès 2003 le secteur industriel, protégé par le taux de change, connaît de nouveau une forte croissance. Malgré la réduction des salaires réels suite à la crise, la reprise

---

\* Pierre Salama est économiste, professeur émérite des universités, site : <http://perso.wanadoo.fr/pierre.salama/> où on peut consulter mes articles. Je remercie Jorge Marchini, Claudio Katz, Ruben Lo Vuolo, de nombreux amis argentins qui, par leurs discussions, m'ont aidé à mieux comprendre l'Argentine et bien sûr JM.

**Tab. 1. – Données statistiques de l'Argentine**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 *
Taux de croissance du PIB	-10,9	8,8	9	9,2	8,5	8,7	6,8	0,9	9	6 *
Inflation **	25,9	13,4	4,4	9,6	10,9	17,7	22,6	13,3	19,5	nd
Taux d'investissement	12,5	14,1	18,7	20,8	23,0	24,1	25,2	21,2	24,5	24,4

Source: Annuaire statistique de la Cepal, 2010, pour 2011, prévisions (\*\*) du FMI (avril 2011) Global Economic Outlook. \*prévision. \*\* Les données pour l'inflation étant sous-estimées depuis 2007, celles présentées ici sont officielles et sont estimées à partir des indices provinciaux.

économique favorise l'emploi et l'augmentation de la masse salariale <sup>1</sup>, ce qui entraîne une augmentation de la consommation qui « tire » vers le haut la croissance. La hausse des profits et des perspectives de valorisation du capital conduisent à la hausse relative des investissements <sup>2</sup> qui, jointe à l'augmentation des dépenses publiques, alimentent la croissance. Un cercle vertueux se met en place, d'autant plus que la contrainte externe disparaît grâce surtout au boom du prix des matières premières et à la hausse des exportations de produits industriels. La contrainte budgétaire est levée grâce aux rentrées fiscales provenant à la fois de la croissance et de l'alourdissement de la pression fiscale.

Cependant, ce cercle vertueux est menacé par une reprise inflationniste forte qui risque de le rendre vicieux. Dès 2007, la hausse du taux d'inflation

1. L'indice du niveau de l'emploi passe de 100 en 2001 à 94 en 2002, puis s'élève rapidement et se situe à 118 en 2007. Le salaire réel moyen est de 100 en 2001, il passe à 75 en 2002, puis à 72 en 2003 et retrouve quasiment son niveau de 2001 en 2007 (ministère de l'économie argentin). Notons cependant que les créations d'emplois se font à un rythme moins soutenu dans les dernières années : sur les 3 millions d'emplois créés entre 2003 et 2010, 80 % l'ont été entre 2003 et 2007. Elles sont souvent plus élevées dans le secteur public que dans le secteur privé : 4 % en moyenne par an contre 2,7 %. L'emploi dans le public a augmenté en 2009 – année de crise – alors que l'emploi dans le privé baissait.

2. Rappelons qu'avec l'explosion du plan de convertibilité, le système financier s'est effondré. Seuls l'autofinancement et le recours à des ressources « cachées » ont permis de financer l'essor de l'investissement. Sur les relations entre épargne et investissement en Argentine voir J. Marques Pereira (dir.), *Les Conditions de stabilité de la croissance, l'épargne et la distribution des revenus en Argentine*, rapport final pour la CDC, la CNP assurances et l'université Pierre Mendès France, 2010.

### **Des prévisions systématiquement erronées depuis la sortie du Plan de convertibilité**

Effrayés par les mesures hétérodoxes prises par les gouvernements de Duhalde puis de Kirchner, des économistes argentins – dits « de la City » parce que liés aux institutions financières – pronostiquaient, en 2002, le cours du dollar à 20 pesos, le retour de l'hyperinflation et la fermeture des banques. Une année plus tard, ce scénario catastrophe ne s'étant pas vérifié, ils analysaient la forte croissance observée comme un simple sursaut, une reprise « technique » suite à la crise profonde de 2002. Dès 2004, la reprise de la croissance devrait fortement ralentir, selon ces Cassandres, en raison de l'insuffisance des ressources énergétiques, de la faiblesse des investissements et de l'incertitude provoquée par les négociations sur la dette externe. 2005, 2006, 2007, 2008 : pas une seule année ne se passait sans qu'ils fassent des prévisions extrêmement pessimistes, tant au niveau de la croissance, du cours de change que de l'inflation. Plus récemment, en pleine crise internationale, ces mêmes économistes pronostiquaient de très graves difficultés pour l'Argentine et son incapacité de les surmonter. En octobre 2009, alors qu'ils prévoyaient pour 2010 une croissance d'environ 1,5 %, elle fut de 9 % supérieure à celle du Brésil – le nouveau « bon élève » des institutions internationales. À prix constant, le PIB désaisonnalisé est passé de 237,3 milliards de pesos au dernier trimestre de 2002, année de creux, à 434,7 milliards de pesos au dernier trimestre de 2010. Il a donc presque doublé en moins de dix ans.

est patente malgré les manipulations de l'indice des prix <sup>3</sup>. Ainsi la hausse du pouvoir d'achat des salariés est moins élevée que ce qui ressort des statistiques officielles, la réappréciation en termes réels du taux de change est supérieure à celle annoncée et la compétitivité des exportations manufacturières est affaiblie. « Sauvée » par le soja, le modèle argentin est-il soutenable ? Le risque inflationniste et la perte de compétitivité de l'industrie sont réels. Ce modèle de développement argentin, initié aux lendemains de l'échec du plan de convertibilité, touche là ses limites. Au lendemain des élections présidentielles d'octobre 2011, le nouveau gouvernement sera placé devant deux alternatives : soit approfondir le modèle en maintenant une politique sociale plus « généreuse » et un taux de change déprécié, en espérant que la hausse de l'investissement, grâce à une politique industrielle plus audacieuse,

---

3. Face à l'emballement de la hausse des prix, les autorités publiques ont modifié en 2006 la composition de l'indice des prix (INDEC). Le nouvel indice sous-estime le taux d'inflation. La crédibilité de l'indice et des données divulguées par le gouvernement est moindre. La sous-estimation de l'inflation conduit « mécaniquement » à une surestimation à la fois du taux de croissance calculé à prix constant et de la part des salaires dans la valeur ajoutée depuis 2007. Les indices calculés par les provinces n'ont pas été modifiés. Ils servent souvent de base pour évaluer la « vraie » hausse des prix. D'autres indices sont calculés par des universités et des sociétés privées. Ces dernières n'ont en général pas les moyens de construire l'indice (enquêtes insuffisantes) et leur méthode de calcul est en général opaque. Souvent opposées à la politique du gouvernement, elles ont tendance à surestimer le taux d'inflation. Plutôt que de calculer la moyenne de l'indice de l'INDEC et de celui de ces sociétés, nous préférons tenir compte de l'indice composé à partir des indices fournis par des provinces n'ayant pas modifié leur méthodologie.

réduise le taux d'inflation ; soit, ce qui est plus probable, chercher à contenir le risque inflationniste en contrôlant davantage la demande globale au risque de freiner la hausse des salaires et les dépenses sociales et en laissant le taux de change s'apprécier.

L'objet de cet article est de traiter des points relatifs à l'originalité de ce modèle, à ses succès et à ses limites : la distribution des revenus, l'inflation et la compétitivité industrielle.

Les mesures hétérodoxes prises sur le traitement la dette publique allègent le fardeau des dépenses publiques au titre du service de cette dette mais coupent l'accès à l'Argentine aux marchés financiers internationaux. Le projet avorté d'établir un impôt progressif sur les exportations de matières premières et la décision d'étatiser les fonds de pension nourrissent la colère des économistes « de la City » et alimentent les fuites de capitaux <sup>4</sup>.

Ces analyses pessimistes, voire catastrophistes, n'ont pas été l'apanage des seuls économistes argentins « de la City ». On les retrouve sous la plume de nombreux économistes liés aux institutions bancaires au sein des pays industrialisés. Traitement hétérodoxe (externe et interne) de la dette considéré comme spoliateur, retour à l'État des fonds de pension, non-respect de l'indépendance de la Banque centrale, conflits avec les propriétaires terriens, augmentation du poids des dépenses publiques, non-respect du libre jeu des forces du marché par des interventions de l'État jugées intempestives et désordonnées, autant de facteurs qui devaient accroître les difficultés économiques et conduire à des sorties massives de capitaux. Concernant ces dernières, les économistes ne se sont pas trompés ; quant au reste, on ne peut qu'être surpris par leur cécité. Après avoir également pronostiqué une faible croissance et de graves difficultés économiques, les économistes de la BNP constatent aujourd'hui que leurs pronostics pessimistes ne se sont pas avérés exacts et ils notent que « la réalité a [...] donné tort aux Cassandres. [...] Le décalage entre les anticipations qui prévalaient alors et la situation [...] observée aujourd'hui est si notable qu'il justifie un examen plus attentif <sup>5</sup>. » On ne peut s'empêcher de penser alors à l'humour du Prix Nobel Niels Bohr qui devant les difficultés de la prévision écrivait : « Prediction is very difficult, specially about the futur. » Dans le cas de l'Argentine, on pourrait ajouter

4. Sur cette question, voir l'étude de J. Gaggero, R. Kupellan, M. A. Zelada, « La fuga de capitales II. Argentina en el escenario global (2002-2009) », document de travail n° 28, 1-66, CEFID-AR, 2010, pp. 15-17. De 2006 à 2009, la fuite des capitaux atteint 44 milliards de dollars, soit 93 % de l'ensemble des réserves accumulées par la Banque centrale durant cette période grâce aux excédents commerciaux. Elle atteint 7 % du PIB en 2008, alors qu'en 2007 et 2009, elle atteignait respectivement 3,5 % et 4 %, et au début du mandat de N. Kirchner, elle s'élevait à un peu plus de 2 % en 2003, moins de 1 % en 2004, était légèrement négative en 2005 et légèrement supérieure à 2 % en 2006.

5. V. Perracino-Guerin, « Argentine, parti pour durer, finalement ? », *Conjoncture*, n° 2, 1-21, 2011, p. 19.

que l'aveuglement des économistes « de la City » s'explique pour l'essentiel par leur incapacité à envisager d'autres politiques efficaces que celles qu'ils préconisent<sup>6</sup>. L'ironie est que les profits des banques et les gains issus de l'activité en bourse ont été très élevés en 2010<sup>7</sup>. Cet aveuglement est en partie partagé par les économistes du gouvernement qui, sous-estimant de moitié à la fois l'ampleur de la croissance et le taux d'inflation en 2010, ont eu la « bonne surprise » de constater des excédents de recettes fiscales, excédents qui à la veille d'élections peuvent servir de « cagnottes » pour financer des plans sociaux.

### UNE DISTRIBUTION DES REVENUS MOINS INÉGALE DEPUIS 2003

Il y a deux manières d'envisager la distribution des revenus<sup>8</sup> : par l'approche « fonctionnelle » ou par l'approche « personnelle ». La première analyse le partage du revenu entre profit et salaire<sup>9</sup>. Elle a donné lieu à de nombreux débats entre théoriciens classiques, marxistes, néoclassiques, keynésiens,

---

6. Ajoutons que ces prévisions catastrophiques sont souvent à l'origine de mouvements spéculatifs et ont pour objectif d'influencer les choix du gouvernement et de les orienter vers une libéralisation accrue des marchés.

7. Selon le quotidien d'opposition *La Nación* du 31 décembre 2010 : « El país vivió un año de fiesta financiera », la Bourse a été pour la seconde année consécutive parmi les cinq bourses les plus lucratives du monde et l'indice Merval a crû de plus de 50 %.

8. Il existe une littérature abondante sur ce sujet. On peut voir par exemple : E. Basualdo, « La distribución del ingreso en la Argentina y sus condicionantes estructurales », *FLACSO-CLACSO*, Observatorio latinoamericano de geopolítica, 2008, p. 4, 1-14 ; E. De la Garza, J. Neffa (dir.), *Trabajo y modelos productivos en America Latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2010, p. 325 ssq. ; C. Lozano, A. Rameri, T. Raffo, *El debate de la distribución*, Buenos Aires, Instituto de estudios y formación, CTA, 2007, 1-30. On peut se référer également à J. M. Alfonsín, E. Tarallo Gariup, *Distribución del ingreso en Argentina 1950-2007*, Buenos Aires, Asociación del personal de los organismos de control (APOC), 2008 ; G. Cruzes, L. Gasparini, « Desigualdad en Argentina, una revisión de la evidencia empírica », *Desarrollo económico*, 1<sup>re</sup> partie, vol. 48, n° 192, 2003, pp. 395-437 et 2<sup>e</sup> partie, vol. 49, n° 193, pp. 3-29 pour l'analyse de la distribution personnelle des revenus. Voir également Lo Vuolo, *Distribución y crecimiento, una controversia persistente*, Buenos Aires, Miño y Dávila, 2010. Et notamment CENDA, *La anatomía del nuevo patron de crecimiento y la encrucijada actual, la economía argentina en el período 2002-2010*, Buenos Aires, Editorial Atuel, 2010, chap. 3, 4, 5 ; J. Lindenboim, D. Kennedy, J. Grana, « El debate sobre la distribución funcional del ingreso », *Desarrollo económico*, vol. 49, n° 196, 2010, pp. 541-571.

9. Les entrepreneurs individuels, à savoir les travailleurs « à leur propre compte », pour la plupart « informels » en Argentine, disparaissent en tant que catégorie, leurs revenus, dits mixtes, sont convertis en salaires.

**Fig. 1. – Part des salaires dans la valeur ajoutée brute au prix de base (1947-2006)**



Source : CEPED, voir J. Lindenboim *et al.*, *op. cit.*, 2010, p. 544.

cambridgiens et kaleckiens <sup>10</sup>. Elle est pour l'essentiel holiste. Nous nous limiterons ici à observer que la part des salaires dans la valeur ajoutée est très volatile depuis quarante ans (voir fig. 1). En 1976, lors du coup d'État militaire et de la mise en place d'une politique économique très orthodoxe, la part des salaires dans la valeur ajoutée a été fortement réduite. Tout au long des années 1980, au moment du retour de la démocratie, cette volatilité fut la conséquence à la fois de la crise économique qui durait, de l'hyperinflation et de ses pauses en général brèves. Avec l'arrivée au pouvoir du président Menem au début des années 1990, la hausse de la part des salaires s'est expliquée par la fin durable de l'hyperinflation et la baisse qui a suivi par les politiques économiques libérales mises en œuvre. La crise économique initiée en 1998, l'effondrement du plan de convertibilité en décembre 2001 et la profonde crise de 2002 expliquent la chute vertigineuse de la part des salaires. Depuis 2003, cette part s'élève de nouveau, mais de manière relativement modeste <sup>11</sup>. On observe depuis cette date une amélioration de

10. Pour expliquer les variations entre la part des salaires et celle des profits dans la valeur ajoutée, ces théories insistent, selon les auteurs, sur l'ampleur relative de l'investissement, l'importance de l'épargne, les différents types de progrès technique (biaisé ou non), l'ampleur des capacités de production oisives, la structure des coûts, l'importance des produits intermédiaires et surtout sur la recherche de taux de marge de la part des entrepreneurs et consécutivement sur le conflit distributif. Pour une présentation de ces différentes approches, voir D. Panigo, F. Toledo, E. Agis, *Poder de mercado, crecimiento y distribución funcional del ingreso en Argentina*, document de travail, ministerio de economía y finanzas publicas, 2008, 1-59.

11. Sur les causes structurelles des changements de politiques économiques (expansionnistes versus libérales), liées aux spécificités des économies dites de la périphérie, voir les articles précurseurs de M. Diamand, notamment celui de 1983 : « El pendulo argentino: hasta cuando ? » republié sur le blog de la revue *Circus*, <http://grupolujan-circus.blogspot.com>

la part des salaires dans la valeur ajoutée et une distribution personnelle des revenus moins inégale.

L'analyse de la distribution personnelle des revenus s'est imposée avec la montée en puissance du paradigme de l'individualisme méthodologique. Elle est cependant riche d'enseignements car elle permet de comparer les parts respectives de revenus affectés à chaque décile, voire percile, de la population, surtout lorsqu'elle est complétée par une analyse de l'évolution des salaires réels et de la productivité du travail (voir fig. 2). Au troisième trimestre de 2003, au moment où le président N. Kirchner accède au pouvoir, les 10 % les plus riches de la population accaparaient 39,3 % du revenu national et les 10 % les plus pauvres 0,7 %. Un an avant que ne s'achève la présidence de C. Kirchner, au troisième trimestre de 2010, la part dans le revenu national des 10 % les plus pauvres de la population double. Selon l'INDEC, le ratio des revenus des personnes provenant du salaire principal entre les 90 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres est passé de 10 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2003 à 8,3 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2010, et le Gini entre les mêmes dates a baissé, passant de 0,471 à 0,390. Lorsqu'on prend l'ensemble des revenus, et non plus celui issu du salaire principal, le premier ratio passe de 9,7 à 7,7 et le Gini de 0,525 à 0,439 (INDEC, 28 mars 2011). La réduction des inégalités est donc indéniable: elle est de l'ordre de 18 % sur la période et ceci malgré une courte phase d'augmentation des inégalités au second trimestre de 2010 liée à la crise de 2009 et aux effets de l'inflation. La réduction des inégalités est cependant moins élevée. Il y a en effet une sous-estimation officielle de la hausse du taux d'inflation à partir de mi-2007; or l'accélération de la hausse des prix affecte plus particulièrement le pouvoir d'achat des revenus des catégories les plus pauvres.

Bien que moins importantes aujourd'hui qu'en 2003, les inégalités demeurent extrêmement prononcées: les 10 % les plus pauvres gagnent en moyenne 216 pesos<sup>12</sup> par personne par mois, soit au total 1,4 % du revenu national, et les 10 % les plus riches gagnent 7 845 pesos, soit au total 32,9 % du revenu national, le double que ce que gagnent les 10 % qui les précèdent.

### ***Des évolutions fortement contrastées du salaire réel et de la productivité du travail sur une longue période***

Pour comprendre les évolutions récentes des salaires réels il faut les inscrire dans une longue période. Trois types d'analyse peuvent être faites: la première concerne l'évolution du salaire réel, la seconde celle de la productivité du travail et la troisième enfin le différentiel de taux de croissance entre ces deux variables.

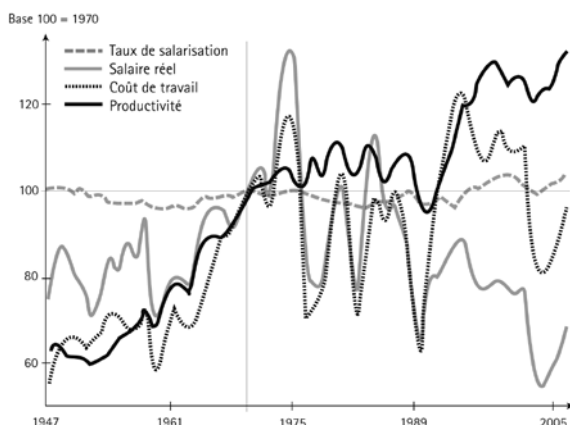
Il y a une très forte volatilité du salaire réel sur une longue période. Depuis 1975, le salaire réel fluctue fortement autour d'un *trend* baissier (voir fig. 2).

---

12. Un dollar équivaut à 4 pesos.



**Fig. 2. – Évolutions du taux de salarisation, de salaire réel, du coût du travail et de la productivité moyenne sur longue période 1947-2006 (base 100 = 1970)**



Source: figure élaborée par J. Lindenboim *et al*, à partir des données de l'INDEC, *op. cit.*, 2010, p. 548

De 1976 à 2003, la tendance du salaire réel est orientée à la baisse. La volatilité des salaires est très prononcée: l'indice du salaire réel passe de 132 en 1975 (pic) à 78 en 1977; après de nouvelles fluctuations, il atteint l'indice 110 en 1984, puis chute de nouveau et atteint un creux en 1989 avec un indice de 65. Depuis 2003, le salaire réel progresse et retrouve en 2006 le niveau atteint à la fin des années 1950.

L'amplitude des fluctuations du salaire réel est considérable, alors que celle de la productivité est beaucoup plus faible<sup>13</sup>. La productivité du travail, après de nombreuses fluctuations, retrouve son niveau de 1976 en 1983 puis chute en 1988 pour retrouver en 1989 le niveau atteint en 1970. La croissance de la productivité étant plus soutenue dans la plupart des autres pays, l'Argentine perd de sa compétitivité industrielle. Avec la libéralisation des échanges scellée au début des années 1990, cette perte de compétitivité se traduit par une désindustrialisation prononcée et qui se prolonge jusqu'en 2003.

À partir de 1995 et jusqu'en 2003, on observe un « décrochage » entre l'évolution du salaire et celle de la productivité. Ce « décrochage » s'explique essentiellement par les effets conjoints de la globalisation financière et commerciale et plus particulièrement par la manière dont celle-ci est menée. De 2003 à 2006, la hausse du salaire réel est un peu plus rapide que celle de la productivité du travail, soit approximativement 23 % contre 10 % sur la période. Le resserrement de l'écart entre les taux de croissance du salaire réel

13. Sur ces questions traitées d'un point de vue théorique, voir F. Amico, A. Fiorito, G. Hang, « Producto potencialy demanda en el largo plazo: hechos estilizados y reflexiones sobre el caso argentino reciente », document de travail, CEFID-AR, n° 35, 2011, pp. 21-28, 1-90 sur Okun, Verdoorn et Kaldor.

et de la productivité du travail s'explique à la fois par la reprise de l'activité industrielle et par les négociations salariales par branches impulsées par le gouvernement dans un contexte de contraintes externe et interne allégées par les excédents de la balance commerciale et du budget primaire.

### *L'augmentation relative des emplois formels*

Selon les travaux de G. A. Arakaki et M. del Pilar Piqué portant sur 28 agglomérations urbaines<sup>14</sup>, au second semestre 2003, 30 % des travailleurs étaient dans des entreprises dites « micro » – où dominant largement les emplois informels –, 40 % dans les entreprises petites et moyennes et 30 % dans de grandes entreprises – où à l'inverse dominant les emplois formels. Trois ans plus tard, la structure de l'emploi suivant la dimension de l'entreprise a changé, soit 27 %, 40 % et 33 % respectivement. Les grandes entreprises où les emplois informels sont les moins importants embauchent davantage de travailleurs. Le poids des micro-entreprises, où dominant les emplois informels et en général peu qualifiés, régresse. Il y a donc en termes relatifs une baisse des emplois informels. L'emploi total progresse de 43 % sur la période, 23 % grâce à la hausse absolue d'emplois informels et 77 % grâce à celle des emplois formels.

La situation n'est pas la même selon les secteurs d'activité : dans l'industrie, la part relative des travailleurs informels est plus faible que dans les secteurs de la construction et du commerce, y compris dans les micro-entreprises. L'emploi total dans l'industrie progresse de 48 % et il s'explique pour 98 % par la progression des emplois formels alors que la progression de plus de 120 % de l'emploi dans la construction s'explique pour 35,5 % par la progression des emplois formels et celle de 40 % dans le commerce par 75,5 % des emplois formels. L'évolution des disparités salariales n'est donc pas la même selon ces secteurs.

Entre 2003 et 2006, le salaire mensuel moyen progresse de 904 pesos pour les travailleurs déclarés (formels) à 1 372 pesos – soit une augmentation de 52 % – ; et pour les travailleurs non déclarés (informels) de 493 pesos à 755 pesos – soit une augmentation de 53 % – (voir tab. 2). L'éventail des salaires entre les emplois formels et informels tend à se maintenir sur la période. À qualification équivalente, les salariés des grandes entreprises gagnent en général davantage que les salariés des petites et moyennes entreprises et ces derniers davantage que ceux employés dans des micro-entreprises. Les salariés ayant des emplois informels dans les grandes entreprises gagnent davantage que les salariés ayant des emplois informels dans les micro-entreprises, mais la progression de leurs revenus est plus faible sur la période considérée (26 % contre 56 % dans les micro-entreprises). Au total, la disparité salariale entre les emplois formels et informels tend à se

---

14. G. A. Arakaki, M. del Pilar Piqué, « La disparidad salarial: una cuestión incluídible para discutir el modelo de crecimiento en la Argentina de la post-convertibilidad », miméo, CEPED-IIE-UBA, 2009.

**Tab. 2. – Évolution du salaire réel  
selon la taille des entreprises et la nature des emplois, 2003-2006**

	2 <sup>e</sup> trim. 2003	2 <sup>e</sup> trim. 2004	2 <sup>e</sup> trim. 2005	2 <sup>e</sup> trim. 2006
Total	736,5	782,6	939,5	1 154,1
Formels	904	942,6	1 123,3	1 372,3
Informels	492,6	527,2	617,7	754,8
Micro-entreprises	476	522,2	643,8	721,1
Formels	646,9	716,1	911	1 038,7
Informels	399,5	433,1	510	624,7
Petites-moyennes entreprises	683,5	741	877	1 073
Formels	781,3	837,7	986,5	1 189,3
Informels	532,4	571,9	681,2	857,9
Grandes entreprises	1 958,2	1 078,2	1 264,7	1 568,8
Formels	1 101,2	1 114,1	1 311,8	1 633,1
Informels	802,8	838,2	901,3	1 008

Source: G. A. Arakaki *et al.*, *op. cit.*, 2009, p. 10, selon les données de l'EPH.

maintenir sur la période et la progression forte des salaires en moyenne s'explique pour partie par la transformation de la nature des emplois vers davantage de formalité. À la lumière de données moins complètes que celles utilisées pour la période 2003-2006, on peut penser que ces caractéristiques se maintiennent entre 2007 et 2010, malgré la crise de 2009.

## LE CERCLE VERTUEUX DE LA CROISSANCE MENACÉ PAR LE RETOUR DE L'INFLATION ?

### *La croissance devenue vertueuse*

Le contexte international a changé avec la forte croissance de la Chine et de l'Inde. La hausse du cours des matières premières provoquée par la demande de ces pays assouplit durablement la contrainte externe et interne de l'Argentine grâce aux excédents de la balance commerciale et aux rentrées fiscales liées à l'exportation de matières premières. Le cercle vicieux dans lequel se trouvaient de nombreux pays, tel l'Argentine, tend alors à devenir vertueux.

(1) Le cercle vicieux se manifeste par une forte volatilité des principales variables. Les variables clés expliquant ces enchaînements sont les variations du taux de change et le faible niveau de la productivité du secteur industriel. Une croissance à taux élevé provoque un déficit de la balance commerciale et une dévaluation à terme de la monnaie nationale. D'une manière générale,

la dévaluation diminue les salaires exprimés en devise. Dans les économies semi-industrialisées, son impact sur les exportations est modéré pour deux raisons : l'élasticité de la demande étrangère de produits primaires ne dépend pas des dévaluations puisque la cotation de ces produits se fait en devises ; compte tenu d'un faible niveau de productivité du secteur industriel, les capacités de réponse de ce dernier à une baisse des prix en devise sont réduites. La dévaluation a donc surtout un effet sur les importations. Les importations, devenues plus coûteuses, provoquent une hausse des prix qui, en diminuant les salaires réels exprimés en monnaie locale, aiguise le conflit distributif. Pour contenir cette hausse des prix, la réduction des dépenses publiques, la limitation des salaires nominaux en deçà du taux d'inflation et la hausse des taux d'intérêt sont très souvent recommandés<sup>15</sup>. L'application de ces mesures entraîne rapidement la récession. Celle-ci est à l'origine de politiques expansionnistes qui provoquent de nouvelles dévaluations. La croissance est alors de type *stop and go*. Elle s'inscrit dans un cercle vicieux comme l'ont souligné les travaux de Diamand (*op. cit.*) ainsi que de nombreuses études de la Cepal.

(2) Le cercle vicieux tend à devenir vertueux. Depuis 2003, et à l'exception de l'année 2009, le taux de croissance est élevé, régulier et s'accompagne d'excédents de la balance commerciale. L'analyse présentée ci-dessus ne peut plus s'appliquer et ceci pour trois raisons : la hausse des termes de l'échange de matières premières est durable et l'Argentine « profite » de la hausse du cours du soja suscitée par la demande croissante des pays asiatiques, en concentrant l'essentiel de ses terres à cette production ; quelques branches de l'industrie ont atteint des niveaux de productivité qui se rapprochent de ceux des pays développés et sont capables de profiter davantage d'un taux de change déprécié pour exporter plus ; enfin la politique suivie par le gouvernement s'apparente à une politique de changes multiples : elle vise à maintenir un taux de change déprécié. Celui-ci profite à l'industrie car il lui procure un protectionnisme par les changes en rendant plus difficile les importations et en facilitant ses exportations. Les taxes (« rétentions ») calculées sur le prix international des exportations de matières premières réduisent les revenus en monnaie locale des exportateurs, pour qui les effets s'apparentent à ceux d'une appréciation du taux de change. L'inflation importée induite par le maintien de la dépréciation de la monnaie et par la hausse du cours des matières premières, dont l'énergie et les produits alimentaires peut être contenue grâce à des subventions financées par les ressources des « rétentions ».

---

15. Contenir la demande globale pour limiter la hausse des prix n'est pas l'apanage des seuls économistes du *mainstream*. Des économistes considérés comme keynésiens, comme Frenkel et Damill en Argentine (*op. cit.*, pp. 16-17), légitiment une politique visant à contenir la demande globale par un ralentissement des dépenses publiques afin de contrebalancer les effets inflationnistes d'une politique de change relativement déprécié. Voir R. Frenkel, M. Damill, « Las políticas macroeconomicas en la evolución reciente de la economía argentina », *Nuevos documentos CEDES*, n° 65, 2009, 1-89, disponible sur le site Internet du CEDES.

Le cercle vicieux devient alors vertueux grâce aux modifications du contexte national et international. Forte croissance, amélioration de l'emploi et des salaires, et au lieu des déficits externe et interne jumeaux, excédents de la balance commerciale et surplus primaire du budget (hors dépenses au titre du service de la dette). C'est ce cercle vertueux qui fonctionne depuis la fin du plan de convertibilité. La reprise récente de l'inflation depuis 2007 menace cependant de le transformer en cercle vicieux dans les années à venir. Elle ne s'explique pas seulement par le maintien d'un taux de change déprécié. L'hétérogénéité du tissu industriel en dépit d'une certaine modernisation depuis 2003, les formes nouvelles du conflit distributif salaire-profit, l'augmentation du pouvoir de négociation des salariés avec la poursuite de la croissance<sup>16</sup> expliquent également l'accélération de la hausse des prix.

### *Un retour de l'inflation préoccupant*

La littérature est abondante sur l'inflation et ses causes. Les courants néoclassiques et monétaristes insistent sur l'excès de demande par rapport à l'offre, excès dû à des dépenses publiques trop importantes, à des revenus du travail trop conséquents, qu'il conviendrait de contenir. Les approches keynésiennes et marxistes insistent sur les conditions de l'offre et sur le conflit distributif. Selon ces approches, la société est hiérarchique : les entrepreneurs agissent sur deux marchés, celui des biens où ils fixent les prix et celui du marché du travail où ils achètent le force de travail. Les salariés agissent quant à eux sur le seul marché du travail. Dans un marché monopolistique, les prix sont déterminés par les entreprises. L'offre – plus précisément l'investissement – est donc première, la demande seconde. Le marché peut ensuite corriger ces prix si la demande est insuffisante par rapport à l'offre et inversement. La fixation des prix reflète ainsi la stratégie des entreprises : elle dépend de leur pouvoir de monopole et a pour objectif de renforcer ce pouvoir dans un horizon temporel donné, *via* l'investissement permis par le taux de marge recherché. Dans cette approche kaleckienne, le taux d'inflation exprime la divergence entre la nécessité d'obtenir un certain taux d'investissement correspondant à celui désiré par les entrepreneurs et le taux de salaire réel. Le taux d'inflation exprime également la divergence entre le salaire réel existant et celui désiré par les salariés. Selon Ramos, « le rôle de l'inflation est de rendre compatible *ex-post* la distribution des revenus qui, *ex-ante*, ne permettait pas l'équilibre sur le marché des biens<sup>17</sup>. »

---

16. Sur cette question, voir F. Amico, A. Fiorito, "Exchange Rate Policy, Distributive Conflict and Structural Heterogeneity. The Argentinean and Brazilian Cases", Actes du colloque Sraffa, 2010, p. 13, 1-26, <http://grupolujan-circus.blogspot.com>

17. C. A. Ramos, « Crise et redistribution des revenus, l'expérience brésilienne pendant les années 1980 », thèse soutenue en 1992 sous la direction de P. Salama, université Paris XIII, miméo, p. 227. Voir également P. Salama, J. Valier, *Pauvretés et inégalités dans le tiers monde*, Paris, La Découverte, 1994, chap. 2 ; P. Salama, *Le Défi des inégalités. Amérique latine/Asie, une comparaison économique*, Paris, La Découverte, 2006, chap. 1. Ces deux derniers ouvrages ont été traduits en portugais (Nobel, Perspectiva) et en espagnol (siglo XXI).

Des chocs externes peuvent agir sur le taux d'inflation et relancer, voire entretenir, le conflit distributif. La hausse du cours des matières premières est un facteur inflationniste; celle des produits agricoles agit plus fortement sur le pouvoir d'achat des catégories modestes dans la mesure où leur panier de consommation comprend une part importante de produits de subsistance; celle des produits énergétiques se diffuse dans le tissu industriel et dans les transports, à moins de les subventionner très fortement, ce qui fut le cas dans les années 2000. Un taux de change déprécié maintenu constitue un canal particulièrement favorable pour la diffusion de l'inflation importée. Instrument pouvant protéger l'industrie, c'est-à-dire favoriser la compétitivité et la rentabilité de pans entiers de celle-ci, le taux de change déprécié permet à la hausse du cours des matières premières de se déployer sur le marché interne et d'amputer le pouvoir d'achat des salariés<sup>18</sup>, relançant ainsi le conflit distributif et nourrissant l'inflation lorsque les salariés parviennent à compenser la perte de leur pouvoir d'achat.

Plus concrètement, et à la lumière de ce qui vient d'être énoncé, jusqu'en mai 2008, l'indice des prix et l'indice des prix des produits « échangeables » évoluent parallèlement (voir fig. 3)<sup>19</sup>. Une part de la hausse des prix est attribuable à l'inflation importée et cette part semble être constante jusqu'en mai 2008<sup>20</sup>. L'écart entre les évolutions des deux indices s'accroît jusqu'en janvier 2009, diminue fortement puis reprend de l'ampleur à partir de septembre 2009. La divergence entre les deux indices est préoccupante. La politique de change ne peut expliquer totalement l'accélération de la hausse des prix et ce d'autant plus que le taux de change réel commence à s'apprécier depuis

---

18. Très souvent les producteurs fournissent le marché interne et le marché externe des produits alimentaires. Ils sont dès lors tentés de pratiquer les mêmes prix sur le marché interne que ceux obtenus sur le marché externe.

19. L'indice du niveau général des prix utilisé ici n'est pas celui de l'INDEC pour les raisons indiquées précédemment. Il a été conçu à partir des indices des différentes provinces, qui eux n'ont pas été « reconstruits ». L'indice des produits « échangeables » est un indice établi à partir des prix internationaux (moyenne entre les prix des exportations et des importations argentines) évalués au taux de change en vigueur. Il constitue un bon indicateur de l'inflation importée.

20. L'indice des prix des produits « échangeables » ne se répercute pas intégralement sur l'indice général des prix pour deux raisons: l'une parce que les importations sont pour une part importante des produits intermédiaires ou des biens d'équipement servant à produire des biens; l'autre parce que le gouvernement essaie d'atténuer l'effet de la hausse spectaculaire de prix des produits alimentaires et énergétiques par des subventions sur ces produits. En 2008, sur 31 milliards de pesos de subventions, 16,2 milliards étaient destinés au secteur énergétique, 8,7 au secteur des transports et 3,8 au secteur alimentaire (source ASAP, dans R. Frenkel, M. Damill, *op. cit.*, 2009, p. 64). Voir aussi P. Salama, « Argentine: la hausse des matières premières agricoles, une aubaine? », *Comercio Exterior*, 2008 (également disponible sur mon site personnel).

2010, ce qui devrait provoquer un effet déflationniste. Or l'inflation croît et ceci malgré les fortes subventions accordées aux transports et à l'énergie. Entre janvier 2009 et janvier 2010, l'inflation en pesos est de 12 % alors que les prix des produits exprimés en dollars sont relativement stables. L'impression qui se dégage est que si l'inflation se déploie c'est parce que le tissu industriel reste encore trop hétérogène et en partie archaïque malgré la hausse du taux d'investissement et de la productivité du travail. Face à une demande croissante, l'offre ne peut répondre suffisamment vite. C'est donc davantage du côté d'un approfondissement de la modernisation du tissu industriel, et donc de l'offre, que du côté de la demande qu'il faut chercher les remèdes à une inflation devenue trop élevée.

L'insuffisante modernisation de l'ensemble de l'appareil industriel argentin et surtout l'absence de nombreux segments des lignes de production, détruits par la désindustrialisation des années 1980 et 1990, expliquent que malgré une compétitivité moyenne améliorée, le déficit de la balance commerciale des produits industriels persiste.

### *Compétitivité et balance commerciale de l'industrie*

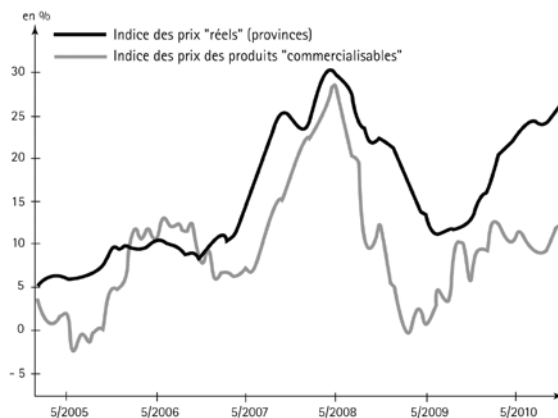
Malgré la modernisation sensible de quelques branches du secteur industriel, celui-ci reste profondément hétérogène en termes de productivité. C'est ce qui explique en partie que malgré l'amélioration de la productivité moyenne et le taux de change favorable, les échanges de produits industriels avec le Brésil peuvent être déficitaires.

(1) On mesure généralement la compétitivité d'un pays, hors secteur de rente, par le coût unitaire du travail, c'est-à-dire par le rapport salaire/productivité. Il suffit que le différentiel de salaires entre le pays exportateur et celui importateur soit inférieur au différentiel de productivité pour que la compétitivité-prix soit favorable pour un taux de change donné. Une dépréciation du taux de change améliore mécaniquement la compétitivité-prix pour un coût unitaire du travail donné. Par ailleurs, la dépréciation de la monnaie nationale, en rendant plus coûteuses les importations, protège des pans entiers de l'industrie, favorise une intégration plus importante des lignes de production et accroît la valeur ajoutée de celles-ci. En ce sens, elle facilite une densification du tissu industriel.

(2) Malgré l'évolution favorable du coût unitaire du travail, la forte dévaluation et le maintien d'un taux de change déprécié, la balance commerciale des produits industriels de l'Argentine est négative, y compris avec le Brésil.

Avec la sortie du plan de convertibilité fin 2001, le coût horaire argentin du travail dans l'industrie exprimé en dollars a fortement baissé. Selon

Fig. 3. – Évolutions des indices de prix



Source: graphique construit par le groupe « Inflationheterodoxa » (2011): <http://inflationheterodoxa.blogspot.com/>

A. L. Abramovitch *et al*<sup>21</sup>, le coût horaire du travail exprimé en dollars en Argentine était équivalent à 31 % de celui des États-Unis en 2001. Après la dévaluation, il ne correspond plus qu'à 11 % en 2002. Ce n'est qu'en 2008 qu'il retrouve le niveau d'avant la dévaluation, soit 31 %<sup>22</sup>. Les mêmes tendances se dégagent de la comparaison avec le Brésil (voir tab. 3).

Les trois graphiques suivants montrent que le coût unitaire du travail en dollars a fortement baissé en 2002 en Argentine, davantage qu'au Brésil, et qu'il remonte ensuite moins vite en Argentine qu'au Brésil. On observe que l'indice de taux de change réel pondéré par le coût unitaire du travail entre ces deux pays est relativement stable entre 2003 et 2008. Cette stabilité relative, comme le font remarquer A. L. Abramovitch *et al* (p. 10), n'est pas due à la stagnation des salaires en Argentine puisque ceux-ci croissent de 38,7 % entre 2001 et 2010. Le différentiel de croissance des salaires entre les deux pays est donc compensé par celui de la productivité et par l'appréciation du real par rapport au peso (p. 10).

Apparemment, la situation ne s'est pas détériorée du point de vue de la compétitivité. Pourtant, dès 2003, le solde commercial entre les deux pays s'inverse. De 1994 à 2002, les échanges commerciaux entre l'Argentine et

21. A. L. Abramovich, A. Lavopa, L. A. Serinon, « Dinámica salarial y tipo de cambio real, un análisis exploratorio de los costos laborales relativos de la industria argentina y sus principales socios comerciales en el período 2001-2010 », mimeo, AEDA, II<sup>e</sup> Congrès annuel, « Lineamentos para un cambio estructural de la economía argentina. Desafíos del bicentenario », 2011, 1-23. Sauf indications contraires, toutes les données qui suivent sont tirées de cette étude.

22. Deux facteurs expliquent cette remontée : une légère réappréciation du peso face au dollar et une augmentation des salaires réels supérieure à celle observée aux États-Unis.



**Tab. 3. – Coûts unitaires du travail comparés en Argentine, aux États-Unis et au Brésil**

Pays	2001		2002		2008		Variation Indice relatif
	US dollars courants	Indice relatif (1)	US dollars courants	Indice relatif (1)	US dollars courants	Indice relatif (1)	
Argentine	8,15	1,00	2,98	1,00	9,89	1,00	0 %
États-Unis	25,9	0,31	27,01	0,11	32,26	0,31	-3 %
Bésil	3,6	2,26	3,07	0,97	8,28	1,19	-47 %

(1) L'indice relatif est le quotient entre le coût horaire du travail argentin et celui d'un autre pays. Source: A. L. Abramovitch *et al*, *op. cit.*, 2011, p. 5.

le Brésil sont excédentaires pour l'Argentine, puis redeviennent déficitaires entre 2003 et 2011<sup>23</sup>: c'est un paradoxe. L'évolution du coût unitaire du travail pondéré par le taux de change ne devrait pas conduire à ce résultat.

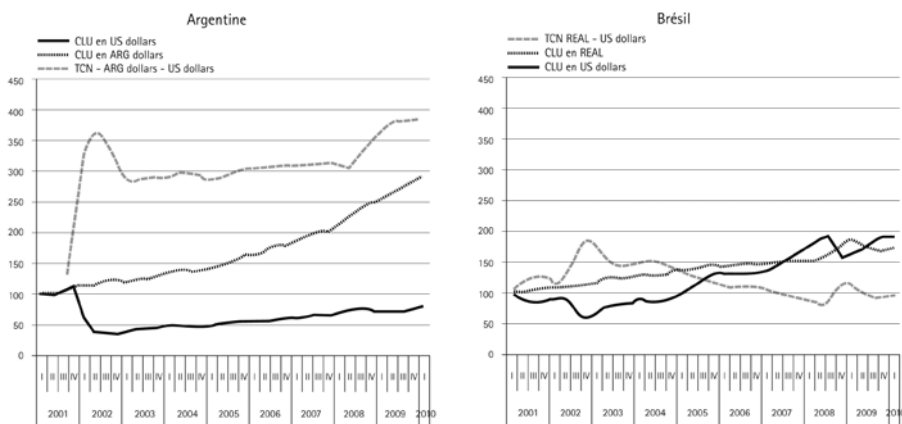
(3) Cette évolution s'explique principalement<sup>24</sup> par la très forte désindustrialisation qu'a connue l'Argentine de 1976 à 2003. Le tissu industriel argentin est moins dense que celui du Brésil. Malgré une réindustrialisation et une modernisation depuis 2003 en Argentine et une tendance à la désindustrialisation au Brésil, l'appareil industriel argentin n'est pas en mesure de résister<sup>25</sup>. Dans de nombreux secteurs, l'élasticité de l'offre par

23. Voir IEDI, *Argentina, Brasil e o Mercosul*, 2011.

24. Dans le cadre de cet article, nous ne pouvons traiter des comportements différents des industriels par rapport aux taux de marge désirés. Il est probable que le déficit commercial s'explique aussi en partie par les conséquences d'un accès plus rare au crédit en Argentine qu'au Brésil. Le taux de marge alors recherché pour financer les investissements pourrait être plus élevé en Argentine qu'au Brésil et il en résulterait une hausse relative des prix, ce qui aurait un impact négatif sur la compétitivité. De même le contexte plus inflationniste en Argentine qu'au Brésil nourrit également des anticipations inflationnistes minant la compétitivité-prix.

25. Le déficit de la balance commerciale des produits industriels ne doit pas cacher une forte croissance des exportations de ces produits. Si on prend pour base 100 l'année 1993, les exportations de produits manufacturés d'origine industrielle (MOI) atteignent au quatrième trimestre de 2010 733,6 en valeur et 587,9 en volume; celles d'origine agricole 517,7 et 297,5 respectivement; et celles de produits primaires, hors combustible et énergie, 313,1 et 176,5 respectivement (INDEC, Comercio exterior, 2011). Dans l'ensemble, les perspectives pour 2011 sont excellentes: avec une hausse de 17 % par rapport à 2010, les exportations totales devraient atteindre 81 milliards de dollars, soit le double du montant en valeur atteint en 2005 et le triple de celui de 2001. Les importations devraient croître fortement, probablement de 28 % en 2011, en raison de la croissance soutenue et de l'appréciation du peso. L'ampleur des excédents de la balance commerciale devrait être réduite mais rester à un niveau convenable (2 % du PIB, voir *Página 12* du 3 janvier 2011).

**Fig. 4. – Évolution du coût unitaire du travail (CLU) évalué en dollars courants**



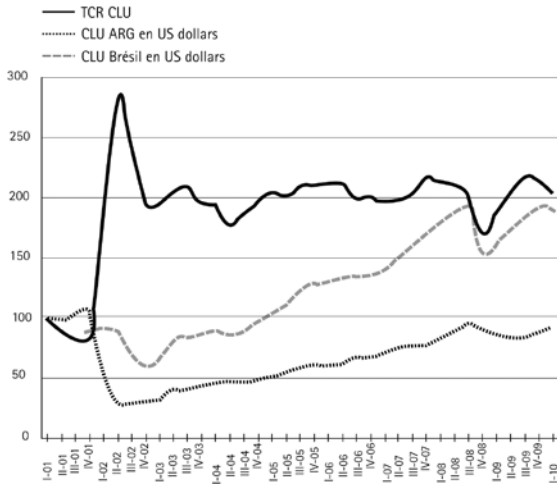
Source: A. L. Abramovitch *et al.*, *op. cit.*, 2011, p. 10, élaboré par les auteurs à partir des données officielles.

rapport aux prix est rigide, d'où des difficultés à exporter. L'élasticité de sa demande par rapport aux prix est également rigide, d'où une propension à importer malgré la hausse des prix. On a pu ainsi évaluer, sur la période 1994-2009, que pour 1 % de croissance du PIB argentin, les importations en provenance du Brésil varient de 4 %<sup>26</sup>.

L'hétérogénéité de l'appareil industriel est source d'inflation par les coûts. C'est donc sur le tissu industriel que les efforts doivent être portés en jouant à la fois sur la modernisation et sur la valeur ajoutée. Même si la situation externe de l'Argentine n'est pas inquiétante, elle est préoccupante. Le solde négatif

26. Voir « Comercio Argentina-Brasil, una perspectiva desagregada », note technique n° 15, Ministerio de Economía y Finanzas Públicas, 2009, 1-8. En 2010, selon l'INDEC, la structure des exportations de l'Argentine vers le Brésil est la suivante: 33 % de produits alimentaires, 32 % de produits industriels, 25 % de produits primaires et 10 % de combustibles. 42 % des exportations industrielles de l'Argentine sont destinées au Brésil. Le poids de l'industrie automobile est très important: 81 % des exportations d'automobiles et 65 % des pièces détachées sont vendues au Brésil. La structure des importations de l'Argentine provenant du Brésil est: 19 % de machines, 30 % d'équipements, 19 % de pièces détachées, 10 % d'automobiles, 12 % d'articles de consommation et 11 % de combustibles. Selon G. Gigliani et G. Perrone, les exportations industrielles totales de l'Argentine rassemblées dans la rubrique produits manufacturés d'origine industrielle (MOI) ont triplé entre 2002 et 2008 et celles destinées au Brésil ont augmenté légèrement plus (multipliées par 3,5), mais les importations provenant de ce pays ont été multipliées par 7,5. G. Gigliani, G. Perrone, « Argentina, peso devaluado y agravamiento del déficit industrial, 2002-2008 », III° Jornadas de economía política, 2009, p. 4, 1-16. L'essentiel de ce déficit avec le Brésil s'explique par les achats de machines, appareils et matériels électriques.

**Fig. 5. – Indice du taux de change réel bilatéral Argentine-Brésil (TCR base 100 en 2001) déflaté par les coûts unitaires du travail (CLU) respectifs**



Source: A. L. Abramovitch *et al.*, *op. cit.*, 2011, p. 10, élaboré par les auteurs à partir des données officielles.

de la balance commerciale des produits industriels, et plus particulièrement avec le Brésil, constitue un signal important de sa fragilité.

## CONCLUSION

Le taux de croissance du PIB est très élevé, le pouvoir d'achat des salariés est en hausse même lorsqu'il est corrigé par un indice des prix plus fiable, l'emploi augmente – y compris dans le secteur industriel –, mais à un rythme aujourd'hui moins soutenu. La pauvreté baisse mais la forte inflation limite la progression du pouvoir d'achat des catégories les plus vulnérables. Les emplois informels, salariés ou non, perdent de leur importance relative, la balance commerciale est fortement excédentaire, le taux d'endettement n'est pas excessivement élevé et on peut s'attendre à ce que dans un avenir proche l'Argentine renoue avec les marchés financiers internationaux. Enfin les réserves internationales augmentent malgré les sorties massives de capitaux en 2008 et 2009.

L'appréciation récente du taux de change réel, la quasi-inexistence d'une politique industrielle ciblée et une structure du système fiscal qui

reste largement régressive<sup>27</sup> sont de nature à fragiliser le modèle argentin. Cependant, sauf un choc externe provoqué par une reprise de la crise internationale et la chute du cours des matières premières, à court et moyen terme le cercle économique vertueux dont bénéficie l'Argentine devrait perdurer tout en perdant de son dynamisme.

Une des causes de la réindustrialisation de l'Argentine réside dans sa politique de change. Celle-ci s'apparente *de facto* à une politique de changes multiples. Malgré l'appréciation récente du taux de change, ce dernier reste relativement déprécié. Un tel taux de change protège l'industrie, favorise une nouvelle substitution des importations et permet une hausse des salaires réels sans que celle-ci ait nécessairement un impact important sur les salaires exprimés en dollars. Le jeu combiné de la hausse des salaires et de l'emploi a des effets positifs sur la croissance tant que le solde de la balance commerciale reste positif. Les taxes sur les cours des matières premières sont équivalentes à un taux de change apprécié pour les exportateurs de matières premières puisque chaque dollar obtenu est converti en moins de pesos. Ces taxes alimentent le budget et permettent de lever la contrainte budgétaire. La contrainte externe (solde positif de la balance commerciale) et la contrainte interne (excédents primaires au lieu de déficit), étant levées, la poursuite de la croissance rencontre moins d'obstacles et peut se réaliser à un rythme soutenu tant que l'inflation ne reprend pas.

Le principal obstacle à la poursuite de la croissance et à l'amélioration des indicateurs sociaux ne se trouve donc pas dans la contrainte externe comme c'était le cas auparavant. Hier, la croissance entraînait des déficits croissants de la balance commerciale et conduisait à des dévaluations de la monnaie nationale, à une politique de contention de la demande, à une crise économique. Une politique de relance économique était alors décidée. Le retour de la croissance alimentait de nouveau un déficit de la balance commerciale. Cet aspect « pendulaire » des politiques économiques a pu être dépassé avec la hausse du cours des matières premières. Aujourd'hui la contrainte externe ne joue plus grâce à la hausse des cours internationaux du soja, sauf en cas de choc externe provoqué par une forte réduction de la demande des pays asiatiques. Bien au contraire le solde positif de la balance commerciale facilite la mise en œuvre de politiques expansionnistes. L'obstacle à la poursuite de la croissance n'est plus le même. Aujourd'hui, c'est l'accélération de la hausse des prix qui met en péril le modèle argentin. Aussi est-il probable qu'aux lendemains des élections présidentielles la présidente

---

27. Nous ne pouvons ici traiter de cette question très importante. Pour l'Argentine, voir J. Gagerro, « La progresividad tributaria: su origen, apogeo y extravío », document de travail n° 23, CEFID-AR, 2008; J. C. Gomez Sabaini, D. Rossignolo, « Argentina, analisis de la situación tributaria y propuestas de reformas impositivas destinadas a mejorar la distribución del ingreso », document de travail, université de Buenos Aires, 2008; E. Goni, J. Humberto Lopez, L. Serven, "Fiscal Redistribution and Income Inequality in Latin America", *Policy Research Working Paper*, n° 4487, 2008.

réelue opte pour une politique de contention de la demande globale au lieu de chercher à développer l'offre en stimulant l'investissement dans le secteur industriel et dans les infrastructures (énergie, transport) afin de freiner la hausse des prix. Agir sur la demande globale peut réduire le taux d'inflation, mais au prix d'un ralentissement de l'activité économique et sans que les causes structurelles de l'inflation situées du côté de l'offre ne soient atténuées.

Si un tel choix était fait, il conduirait à un ralentissement de la hausse des salaires nominaux, à une réduction du taux de croissance du PIB et à une création d'emplois plus faible. Le coût social de la réduction du taux d'inflation pourrait être conséquent. La base sociale du gouvernement pourrait être affectée par de telles mesures et entraîner un déficit de légitimité. Celui-ci rendrait la résistance aux lobbies du secteur agro-exportateur et la poursuite de la politique de taxation du cours international du soja plus difficile. Le conflit distributif ravivé entre le secteur agro-exportateur et le gouvernement pourrait rendre plus compliqué le financement des subventions visant à limiter l'impact des hausses des cours internationaux de l'énergie et des produits agricoles sur le marché intérieur. Le cercle vertueux, menacé par l'accélération de la hausse des prix, pourrait alors devenir vicieux.

# PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE

## L'ARGENTINE DES KIRCHNER

### DIX ANS APRÈS LA CRISE



Dix ans après la violente crise de 2001, c'est un pays profondément transformé qui se rendra aux urnes en octobre 2011 pour l'élection présidentielle. Depuis 2004, certains aspects de l'économie argentine tendent à confirmer un renouvellement de la croissance, tandis que certains aspects témoignent d'un effondrement social (violences, criminalités, corruption, mécontentements, musellement de la presse). Pourtant, la présidente Kirchner, élue en 2007, est aujourd'hui la « favorite » dans les sondages, face à une opposition divisée.

Ce dossier s'interroge sur les recompositions de la scène politique et sur la capacité du kirchnérisme à « amalgamer » de larges pans de la société, mais aussi sur les effets dissonants et contradictoires de la prospérité retrouvée. Qu'en est-il des nouvelles formes de mobilisation des travailleurs et des relations entre syndicats et péronisme ? Comment caractériser la société argentine aujourd'hui ?

Le nouveau président pourra-t-il soutenir la relance de l'économie, combattre la corruption omniprésente et fédérer la société autour d'un nouveau projet ?

n. 82 - Automne 2011

Revue trimestrielle - Automne 2011  
144 pages | 150 x 230 mm | 20 euros TTC  
ISBN : 978-2-36259-030-6

## Au sommaire

### Dossier | L'Argentine des Kirchner, dix ans après la crise

Dossier coordonné par *Marie France PRÉVÔT - SCHAPIRA*

**L'Argentine des Kirchner, dix ans après la crise**, *Marie-France PRÉVÔT-SCHAPIRA*

**Croissance et inflation en Argentine sous les mandatures Kirchner**, *Pierre SALAMA*

**Syndicats et politique sous les gouvernements kirchnéristes**, *Martín ARMELINO*

**Gouvernement et oppositions en Argentine (2008-2011)**, *Ricardo SIDICARO*

**Du « Qu'ils s'en aillent tous ! » à l'exacerbation de la rhétorique nationale-populaire**,  
*Maristella SVAMPA*

**Clairs-obscur de la structure sociale. Tendances en contrepoint dans l'Argentine du XXI<sup>e</sup> siècle**,  
*Gabriel KESSLER*

### Varia |

**Sergio Ramírez, acteur et mémorialiste de la révolution sandiniste**, *Nathalie BESSE*

## >> DERNIERS DOSSIERS

### PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE n°81 | MOUVEMENTS SOCIAUX

L'apparition de nouveaux acteurs et mouvements sociaux ne cesse de rythmer la vie politique et sociale de l'Amérique latine. Victime de pouvoirs en place souvent corrompus et discriminants à l'égard des minorités et/ou des indigènes, des forces de toutes origines s'élèvent au nom du « droit à avoir des droits ».

### PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE n°80 | LE MONOPOLE CATHOLIQUE EN QUESTION

Contrairement à l'Europe, l'Amérique latine est un marché religieux en expansion. Les nouveaux acteurs religieux ne cherchent pas seulement à gagner des parts du marché des biens de salut. Ils visent une égalité de droit avec l'Eglise catholique, et s'engagent dans des démarches de négociation politique. C'est là et aujourd'hui que se joue tout l'avenir des rapports du religieux et du politique dans la région.

### PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE n°79 | HÉRITAGES DES RÉFORMES AGRAIRES

Depuis la décolonisation, les réformes agraires constituent une mesure phare pour la plupart des gouvernements révolutionnaires du continent latino-américain. La redistribution foncière procède à l'évidence d'un idéal égalitaire et remporte un vif succès auprès de la petite paysannerie « sans-terre ». Elle apaise les tensions sociales et évite la paupérisation des populations rurales souvent soumises, auparavant, à la loi des grands propriétaires fonciers.

# PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE

## BULLETIN D'ACHAT OU D'ABONNEMENT

M, Mme, Mlle Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Société/Institution \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_  
Adresse électronique \_\_\_\_\_

	France	Autres pays
1 an (4 numéros)	75 €	85 €
2 ans (8 numéros)	140 €	160 €

Je souscris un abonnement pour

1 an

2 ans

À partir du numéro \_\_\_\_\_

Je souhaite acquérir un numéro de  
*Problèmes d'Amérique Latine* :

n° 81  n° 80

n° 79  n° 78

x 20 € le numéro

et frais de port :

France : 2,10 €

Reste du monde : 4,50 €

Date \_\_\_\_\_

Signature/Cachet

### Paiement par chèque à l'ordre de CHOISEUL ÉDITIONS

Attention, les chèques étrangers doivent être en euros, compensables en France.

#### CONTACT :

Choiseul éditions

28, rue Etienne Marcel 75002 PARIS

Tel : +33 (0)1 53 34 09 93

abonnement@choiseul-editions.com

www.choiseul-editions.com

### Paiement par virement bancaire vers

Crédit du Nord

59, boulevard Haussmann 75361 Paris, cedex 08

Banque : 30076 - Agence : 02019

Compte : 57336700202 - clé RIB : 03

IBAN : FR76 3007 6020 1957 3367 0020 203

swift (BIC) : NORDFRPP

Frais bancaires à la charge du donneur d'ordre